

FEUILLE DE ROUTE POUR LE MANDAT 2020-2026

À AURELIEN DENAES, CONSEILLER MUNICIPAL DELEGUE

ALIMENTATION ET CIRCUITS COURTS

L'alimentation n'est pas que technique, elle est aussi et surtout politique. Elle se joue au niveau individuel et local tout autant qu'au niveau collectif et global. A l'échelle de la ville, nous nous devons de repenser la démocratie alimentaire, le droit à chacun d'accéder aux ressources de la nature pour se nourrir et la résilience alimentaire de notre territoire pour limiter notre dépendance et s'assurer collectivement de notre accès direct aux ressources.

Par cette question alimentaire, c'est toute la philosophie du travail productif de proximité, de la réappropriation des ressources et du FAIRE qui est en question ici. Il s'agit de penser comment construire un système de production et de consommation plus résilient, plus démocratique, plus impliquant, plus local. Les circuits courts semblent être l'une des réponses les plus adaptées à cette question en ce début de XXIème.

La crise du Covid19 a pu prouver la nécessité de la résilience alimentaire avec de nombreux phénomènes :

- un manque de coordination des acteur·rices alimentaires locaux·ales, désorganisé·es pendant la période de confinement
- une rupture logistique au démarrage du confinement le temps de réorganiser la chaîne d'approvisionnement avec le développement d'une peur de rupture de stock de produits
- la fermeture des espaces de vente trop grands (les marchés de la ville) qui concentrent une grande partie des ventes sur la ville et une grande distribution saturée
- une forte émergence du sujet des circuits courts et un intérêt croissant pour comprendre les circuits de production - distribution, particulièrement de l'alimentation
- le manque de connaissance en diététique et cuisine, pourtant nécessaire avec la fermeture ou un accès plus difficile aux restaurants et à la restauration collective.

En créant cette délégation inédite et transverse, **nous voulons faire de Malakoff une ville-phare sur ce sujet dans les 6 prochaines années, repenser localement notre rapport à l'alimentation et favoriser de nouvelles façons de produire, de distribuer, de s'alimenter.** Ces enjeux, touchant à la nécessaire transition écologique, seront portés en collaboration avec l'élue qui en a la charge.

Pour tracer un chemin vers cette transformation profonde, **nous réfléchissons à l'élaboration d'un Projet Alimentaire Local** avec pour objectif la déclinaison d'un plan d'actions visant à relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires, les circuits courts, les produits locaux dans les cantines. A partir d'une élaboration collective à l'initiative des acteur·rices d'un territoire (collectivités, entreprises agricoles et agroalimentaires, artisans, citoyens etc.), il pourrait constituer un outil moteur de transformation pour répondre à tous les enjeux alimentaires sociaux, environnementaux, économiques et de santé.

L'éducation à l'alimentation est un deuxième chantier majeur, tant nous savons que les habitudes se prennent dès le plus jeune âge et impactent durablement notre rapport au bien manger. Nous voulons favoriser les initiatives d'éducation à la diététique, aux achats et aux préparations culinaires, dans les écoles, les maisons de quartier et la ferme urbaine. Le projet de tiers-lieu des fabrications artisanales, numériques et culinaires qui se lance à la Tréso peut être un support partenarial intéressant.

Nous lancerons la réflexion sur l'organisation de campagne de communication ou d'événements autour des enjeux culinaires et de santé, mêlant rencontres, débats, ateliers. Faire soi-même, avec les autres, favorise l'appropriation collective.

La transformation alimentaire que nous posons comme horizon doit être pensée dans sa globalité. Cela nous invite à réinterroger toute la chaîne, de la production à la distribution. **Les circuits courts constituent l'un des piliers de l'alimentation**, en concevant un circuit de distribution dans lequel intervient au maximum un intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Cela implique de relocaliser de la production et de favoriser une distribution directe à la main des citoyens-consommateurs.

A ce titre, le rayonnement du marché de Malakoff, son ancrage dans la vie locale, est un outil indispensable pour contribuer à la réalisation de circuits-courts. En lien avec la conseillère déléguée au commerce et l'association des commerçants du marché, l'offre alimentaire doit permettre la mise en avant des producteurs-vendeurs et la qualité écologiques des productions.

Au-delà, la limitation des intermédiaires, enjeu phare des circuits-courts, nécessite pour une ville de petite couronne d'envisager tous les moyens de développement d'une production locale. C'est pourquoi **nous voulons réfléchir aux possibilités de développer une politique d'agriculture urbaine** qui permette, d'une certaine façon, par l'acte de végétalisation de retrouver un rapport à la rue, à l'espace public, à la ville que l'urbanisme moderne a supprimé. De nombreux exemples émergent, en France et dans le monde. De plus, la ville de Malakoff a une vieille tradition de maraîchage dont la mémoire réactivée pourrait servir d'appui. Cette réflexion devra s'élargir à la gestion de l'approvisionnement de la cuisine centrale pour notre restauration collective, avec la question de l'autosuffisance alimentaire en point de mire.

Les dimensions sont multiples : économiques, écologiques bien sûr, urbanistiques, mais aussi sociales et éducatives. L'identification des espaces de production agricole possibles permettra d'envisager la création d'îlots de production alimentaire ouverts, dans les parcs, les jardins, les places, mais aussi sur des friches, sur des espaces végétalisés privatifs ou sur les toits d'immeuble. La mobilisation des partenaires potentiels sera décisive, à l'instar des bailleurs sociaux et copropriétés privées. Nous voulons aussi évaluer les espaces potagers partagés actuels de la ville pour améliorer leur visibilité, imaginer leur ouverture aux citoyens.

Enfin, à l'autre bout de la chaîne, les modes de distribution alimentaire doivent être réinterrogés pour mettre en avant la nécessaire transition écologique et sociale. **Nous nous sommes engagés à œuvrer à l'installation sur la commune d'une coopérative alimentaire et d'une épicerie sociale et solidaire** permettant des prix inférieurs à ceux de la grande distribution. Un travail doit être entrepris, en lien avec les deux élus pilotes adjoint-es à l'ESS et à l'Action sociale, pour trouver une cohérence entre ces projets. Quoique distincts, ils portent en effet une même approche de la question alimentaire comme bien commun avec comme enjeu d'en remettre la gestion entre les mains des populations. Cela impliquera une coordination avec les acteurs sociaux alimentaires (Restos du Coeur, Secours Populaire, etc...).